

François Ruffin: «Je suis un réformiste!»

PAR PAULINE GRAULLE ET CHRISTOPHE GUEUGNEAU
ARTICLE PUBLIÉ LE JEUDI 7 NOVEMBRE 2019

Le député de la Somme publie *Il est où, le bonheur*. Il livre là ses réflexions sur l'écologie, la nécessité de renouer une alliance entre classes populaires et « classe éduquée » dans un « front populaire écologique ». Et de remplacer le triptyque croissance-consommation-mondialisation par un nouvel espoir.

Chaque sortie d'ouvrage ou de film de François Ruffin est désormais un événement médiatique. Son nouvel opus, publié mercredi 6 novembre, *Il est où, le bonheur* (Les Liens qui libèrent), n'échappe pas à la règle. Le « député-reporter », qui écume les médias depuis une semaine – il sera à « On n'est pas couché », pour la seconde fois, samedi 9 novembre –, y revient en longueur sur sa conception de l'écologie. Alors que de Greta Thunberg à Yannick Jadot, la branche la plus visible de l'écologie politique prône un consensus autour de la question climatique, François Ruffin estime au contraire qu'il faut revenir à la question de la lutte des classes et réintroduire le conflit au cœur de la matrice idéologique.

Ce qui n'empêche pas le député insoumis de la Somme de plaider pour une alliance des classes populaires et des classes moyennes autour de l'écologie, et d'espérer des retrouvailles pour une gauche politique éparpillée façon puzzle – ce qu'il nomme le « Front populaire écologique ». Comment passer des paroles aux actes ? Le directeur de *Fakir* tente, bon an mal an, de mettre en pratique ses bonnes intentions dans sa ville d'Amiens : aux municipales de mars prochain, une candidature « citoyenne » soutenue par La France insoumise, le Parti communiste, Génération-s, les écologistes et les socialistes, a de bonnes chances de voir le jour.

Mediapart l'a rencontré dans son petit bureau de l'Assemblée nationale. Dans cette interview, il revient longuement sur sa conception de l'écologie, sur le nécessaire changement de stratégie à gauche, s'exprime sur l'islamophobie ambiante, et évoque 2022, ne fermant ni n'ouvrant la porte à une

candidature à la présidentielle. « *Cela ne me déplaît pas d'être aimé* », concède celui qui refuse d'avoir un compte sur Twitter, « *pour sauver sa capacité de concentration* ». Et aussi, peut-être pour tenter de garder la tête froide face aux déluges de messages qui, sur les réseaux sociaux, l'appellent à la rescousse d'une gauche en mal de leadership.

Comment passe-t-on, en deux livres, des gilets jaunes à l'écologie ? Avez-vous connu une épiphanie écolo ?

FRANÇOIS
RUFFIN

**IL EST OÙ,
LE BONHEUR**

ILL
LES LIENS QUI LIBÈRENT

François Ruffin : Je ne suis pas devenu écolo. Dès les années 2000, je dénonce la croissance, j'ai d'ailleurs publié un bouquin avec Jean Gadrey, *Contre les gourous de la croissance*. Dans *Leur grande trouille* (2012), je consacre des chapitres à l'écologie, une transition impossible pour moi en régime de libre-échange. Dans *Fakir*, j'ai publié des tas de papiers sur la condition animale. Donc, c'est là depuis longtemps.

Surtout, je ne vois pas de contradiction entre faire un bouquin écolo et avoir été dans la mobilisation des « gilets jaunes » l'an dernier. Le premier samedi des gilets jaunes, le 17 novembre 2018, j'ai fait le tour des ronds-points de ma circonscription, franchement, on ne me parle pas de gasoil. Les gens sont d'emblée sur le social, les retraites, le Smic. Et ensuite, ça s'est approfondi : l'injustice fiscale est mise en lumière, de même que le mépris démocratique. La crise des gilets jaunes devient ensuite une crise métaphysique...

Ce que j'entends chez eux, c'est une remise en cause du sens de l'existence. La société a perdu son sens pour les gens. Quand on leur répète « concurrence-croissance-mondialisation » et « mondialisation-croissance-concurrence », ça ne les porte plus vers rien. Sur le rond-point, ce que tu ressens tout de suite, c'est la question du lien. Enfin on est sortis, enfin on est ensemble, enfin on est là, enfin on forme une communauté. Il y a ce sentiment d'une respiration du pays parce qu'on se retrouve. On a la joie de se retrouver ensemble.

J'ai également vu un lien entre Nuit debout et les gilets jaunes. Quand il y a eu Nuit debout, je me suis demandé quand il y aurait la même chose à Flixecourt. Et maintenant qu'il se passe quelque chose à Flixecourt, je me demande quand ça va revenir à Paris. Certes, il y a d'énormes différences, dans la manière de fonctionner, avec les AG interminables à Nuit debout alors qu'à Albert, ça se passe autour d'un café, ça gueule un coup. Mais ce qu'il y a de commun, c'est la volonté de réinventer un monde qu'on sent usé.

Les gilets jaunes ne sont quand même pas très écolos...

Oui, mais je leur explique. Quand ils me disent que la France représente à peine 0,9 % des émissions de gaz à effet de serre mondiales, je leur réponds deux choses. D'abord je leur parle des hirondelles. Quand j'étais petit mon père me montrait les hirondelles, m'expliquait qu'elles volaient bas avant l'orage parce que les insectes volent bas avant l'orage. Et je leur dis, aux gilets jaunes : veulent-ils que leurs gosses voient encore des hirondelles ?

Et puis je leur dis aussi : si tout le monde consommait comme les Français, il faudrait trois planètes. Alors oui, on peut faire quelque chose. Et même si on n'est pas les pires, ce serait l'honneur de la France d'être un peu en avance sur les autres, d'être moteur là-dessus.

Et là, des discussions s'engagent. On ne peut pas avancer sur la transition écologique en maintenant une immense injustice sociale. Je traverse les gilets jaunes avec cette conscience-là.

Dans le livre, vous écrivez : « Consommer moins, répartir mieux : tel doit devenir notre adage. Consommer moins, répartir mieux : le vert et le rouge, l'écologie et le social. Consommer moins, répartir mieux, tout de suite, maintenant. Consommer moins, répartir mieux, à commencer par les plus riches, bien sûr. Et cet adage je le martèle pour qu'il entre dans nos crânes, pour qu'il devienne une nouvelle évidence. » Comment faire pour que cela devienne une évidence et que fait-on une fois que cette évidence est dans les têtes ?

Eh bien moi, je fais un bouquin, vous, vous faites des articles... Plus sérieusement, je pense qu'il y a eu un changement de l'ordre du dicible. La sortie de Nicolas Hulot du gouvernement, les manifestations pour le climat, le résultat d'EELV aux européennes rendent audible dans la société ce qui était auparavant souterrain.

Par exemple, je place le combat contre la publicité comme quelque chose de fondamental, de basique. *Le Bonheur conforme*, de François Brune, est au départ d'un de mes engagements. Simplement, auparavant, on pensait que c'était une bataille, certes humaniste, mais quasiment perdue d'avance. Le sens de l'homme, ça ne peut pas être l'ami Ricoré et la nouvelle Audi. Eh bien, cette bataille, elle peut être ouverte avec un nouvel angle et trouver un écho bien plus vaste. Un panneau lumineux qui bouffe la consommation de deux foyers pendant un an pour nous vendre un SUV, enfin un 4x4, c'est comme ça qu'il faut les appeler, qui émettent 25 % de CO₂ en plus, ça parle.

Il y a une fenêtre et tu peux pilonner pour faire rentrer autre chose. On a fait des dossiers par exemple sur la casse, depuis quarante ans, de la SNCF au profit de la route. Un camion détruit 10 000 fois plus la chaussée qu'une voiture, or quand il passe le péage, il ne paye pas 10 000 fois plus. Pourquoi ? Parce que l'Europe s'est construite sur un coût du transport routier faible, parce qu'il fallait pouvoir éloigner les lieux de production des lieux de consommation. En somme pour que Whirlpool puisse fabriquer des sèche-linge en Pologne, qui soient néanmoins consommés en France, sans que le coût du transport ou des taxes aux

frontières ne pèse sur le prix. Il fallait aussi que les chauffeurs routiers ne coûtent pas cher, donc il fallait du dumping social.

Le symbole de l'Union européenne, qu'on devrait mettre au centre du drapeau, c'est le camion. Et au niveau mondial, le symbole c'est le porte-conteneurs.

Ce que vous dites, c'est que tout cela, maintenant, les gens l'entendent ?

C'est ça. Je peux maintenant le dire avec plus de force, en multipliant les angles.

La mondialisation a fracassé les classes populaires. Elle détruit la planète mais aussi la démocratie. En régime de libre-échange, on ne peut pas relever les normes environnementales, sociales ou fiscales car autrement on vient vous dire que vous perdez en compétitivité par rapport à la Roumanie, à l'Inde ou au Luxembourg. Donc c'est un facteur de destruction de la démocratie.

Avant, un tel discours ne perçait pas. Aujourd'hui que se passe-t-il ? C'est que Nicolas Hulot, le représentant des classes éduquées et de l'écologie pure, dit la même chose que moi. Hulot dit qu'il faut arrêter le libre-échange, qu'il faut revenir en arrière, que les élites calcinent la planète. Il parle en populiste ! C'est évident que cela donne une assise à ce propos.

C'est en somme un système de représentations, de soi et du monde, qui est en train de changer.

C'est en tout cas une possibilité, une fenêtre idéologique qui s'ouvre. Le terrain demande à être labouré et des choses vont peut-être germer et éclore très vite. C'est pour cette raison que je travaille sur le plan idéologique.

Pour reprendre Gramsci, il y a un vaste « détachement de l'idéologie dominante ». Le triptyque consommation-croissance-mondialisation, qui était le socle des dominants, aujourd'hui inquiète, ne fait plus envie. Il y a donc un espace qui s'ouvre. On ne sait pas encore ce que c'est mais il y a désir d'autre chose, de la fin d'un monde. C'est donc à nous de faire accoucher et de rattacher à un autre monde, une autre espérance.

« Ce qu'il faut, c'est le progrès humain »

Mais que dites-vous par exemple aux employés de Whirlpool qui fabriquent des sèche-linge, un symbole de la sur-consommation par excellence ?

Je n'ai aucun problème avec ça. Je l'ai dit aux ouvriers de Whirlpool, devant leur usine, quand ils étaient en lutte. J'ai eu ces discussions franches avec les gens sur la production et les modes de production.

Avec Bernard Friot on avait imaginé un moment de faire des tracts bifaces : d'un côté l'urgence de lutter avec les gens, et de l'autre côté, l'horizon, où est-ce que tu veux les entraîner. Mais il faut un lien entre les deux.

D'abord, dire que ce n'est pas au capital de choisir ce qui doit être produit et pas produit, ce n'est pas aux actionnaires de Whirlpool de dire si l'on a besoin de sèche-linge ou non, c'est à la société française de le faire.

Ensuite, je pense que le vent, et je l'ai dit aux ouvriers, fait depuis des millénaires très bien ce boulot-là. Est-ce qu'on a besoin de sèche-linge franchement ? Non. En revanche, la production historique sur Amiens, c'était le lave-linge. Et là, je ne suis pas pour m'en passer. Donc si on décide d'avoir une politique industrielle qui corresponde à un projet écologique, en effet, le sèche-linge, on peut s'en passer, mais on veut des lave-linge. Bon, peut-être qu'on peut aussi décider d'avoir plus de Lavomatics, d'une collectivisation des lave-linge. Comment se fait-il que la Suisse ait une usine de production de lave-linge mais que la France n'en ait pas ? Il faut un plan et s'il faut en passer par la protection, on passera par la protection.

Des lave-linge sans obsolescence programmée dans ce cas. Et le marché sera rapidement saturé. Que deviennent les ouvriers ?

Mais c'est génial en fait. On peut considérer comme une aberration que dans le pneumatique, dans le lave-linge, dans à peu près tout en fait, les gens travaillent la nuit. Que porte le mouvement ouvrier ? C'est la diminution du temps de travail. S'il y a moins de demande, eh bien, on répartira le travail restant.

J'espère que dans trente ou cinquante ans, on considérera comme une aberration que les gens se lèvent la nuit pour aller produire des pneumatiques ou des lave-linge.

Ce que je place au cœur de mon projet, c'est le basculement des biens vers les liens. Les services existent, mais ils ne sont pas structurés. Assistant maternel, accompagnants d'enfants en situation de handicap, animateur périscolaire, auxiliaire de vie sociale... des gens qui s'occupent de ce que l'on a de plus précieux : les enfants, les ados, les personnes âgées, les personnes handicapées. Ces gens sont, dans la société, les plus maltraités sur le plan des statuts et des revenus.

Certains objecteront que c'est un travail qui ne produit pas de richesse.

Mais ce n'est pas produire de la richesse que de s'occuper d'un gamin qui, demain, sera structuré mentalement, n'aura pas de problèmes affectifs et qui, du coup, ne sera pas en difficulté dans la société ? Ces métiers sont producteurs de la principale richesse qui est la richesse humaine.

On est arrivé au bout du progrès technologique. Bon, s'il y a encore des choses à prendre, on les prendra mais je le vois bien aujourd'hui : le seul progrès qu'on nous propose c'est l'iPhone 11 avec la 5G connecté au frigo. Qui pense que c'est un progrès pour la société ? Non, ce qu'il faut, c'est le progrès humain.



François Ruffin sur les bancs de l'Assemblée. © Reuters

À un moment, vous esquissez une méthode : « Il nous faut gagner dans les urnes. Et aussitôt après, la rue, la rue, la rue. [...] Sinon il ne se passera rien. » Est-ce possible de gagner par les urnes sur un programme de profond changement de système ?

Est-ce que ce ne devrait pas être le contraire, faire un très large mouvement social qui se traduise par les urnes ? Comment on fait quand il y a urgence ?

De toute façon, il faut des gens dans la rue avant, pendant et après. Il ne se passe rien dans notre camp sans un mouvement populaire quasi insurrectionnel.

En Mai 68, on a eu la rue mais on n'a pas eu les urnes. En mai 1981, c'était le contraire. Si on veut avoir une transformation réelle, il faut avoir les urnes et la rue, les deux.

Une fois qu'un gouvernement est porté au pouvoir, il faut la rue derrière. Le type qui arrive au pouvoir, il n'arrivera à rien tout seul, même s'il est de bonne volonté. Il aura toujours en face de lui le Medef, la Commission européenne, la Banque centrale européenne, les journaux de Drahi, Niel et Arnault qui viendront lui répéter tous les matins que c'est de la folie, que ce sont des Khmers verts, que c'est l'Union soviétique. On aura des sondages, bidonnés ou pas, le Sénat, le Conseil constitutionnel. Donc si des gens veulent une véritable transition, il faut une poussée populaire formidable pour briser ces obstacles.

Où est-elle cette poussée ? Si on regarde le référendum ADP, où droite et gauche sont d'accord, on ne la voit pas.

Sur le référendum on a trois obstacles : aéroport, et les gens ne prennent pas l'avion ; Paris, et les gens ne sont pas à Paris ; et un site internet qui ne ressemble à rien.

On sort d'une séquence avec un mouvement de masse, déterminé, soutenu massivement dans le pays. Et là nous sommes dans un temps de reflux, il faut prendre la vague... et repartir. Donc je fais un pari. Je ne sais pas. Mais enfin il faut essayer. Il y a un devoir d'essayer.

Mais je suis convaincu que dans la durée, le détachement de l'idéologie dominante va aboutir. Je reprends mon exemple sur la publicité. On voit bien qu'il s'agit d'un colosse aux pieds d'argile actuel. Ce colosse, il est imposant, voire il continue à gagner du terrain et en même temps dans les têtes il y a quelque chose qui se passe. La convention citoyenne pour le climat, par exemple, dit qu'il y a un problème avec la

publicité. On est bien sur un temps étrange : l'idéologie dominante est toujours là avec son armure mais à l'intérieur on sait qu'il y a quelque chose qui se passe.

Le détachement a lieu, sur un temps long. Le référendum de 2005, Nuit debout, les gilets jaunes, tout cela montre que le détachement est en cours. Maintenant, qu'est-ce que cela va donner ? Je n'en sais rien, je ne suis pas madame Irma.

Donc ce que j'essaie de faire d'abord, c'est que ce volcan qui est sous nos pieds entre en éruption. Le sol tremble sous nos pieds, j'en suis convaincu. C'est la fin de la fin de l'histoire. Macron est en lui-même le témoignage de la fin d'un monde. Ce témoignage, c'est aussi le Brexit, Trump, le Chili et le Liban, Salvini... des trucs que tu peux aimer ou pas aimer, mais qui montrent que le monde s'est remis en marche pour le meilleur et pour le pire.

Vous plaidez pour l'alliance, déjà apparue au cours de l'histoire, entre le peuple et la petite bourgeoisie, les populos et les intellos. Alliance à même de renverser la table. Vous « lancez un pari : qu'à la place de nous diviser, l'écologie nous unisse ». Comment remporter ce pari ?

Le gouvernail de notre société est aujourd'hui entre les mains des riches, qui sont les plus cyniques et/ou les plus inconscients. Il y a une espèce d'illusion dans l'écologie qui est de dire : « *Nous sommes tous sur le même bateau.* » Or non, on n'est pas tous sur le même bateau. Il y a quelques années, je disais qu'on était dans les cabines et qu'on voyait les gens du Sud tenter de grimper sur notre bateau à cause du niveau de la mer qui monte, pendant qu'au-dessus de nous, les riches dansaient sur le pont.

Mais Bruno Latour va plus loin. Il dit : « *Non, les riches ne sont plus sur le bateau, ils se sont déjà barrés en prenant les canots !* » On assiste aujourd'hui à l'exil climatique des riches. J'ai une amie dont le mari travaillait à la City, à Londres. Elle m'a dit : « *Mais qu'est-ce que tu crois : les riches sont déjà en train d'acheter des résidences en Scandinavie, et leurs enfants apprennent le suédois !* » Même chose dans la Silicon Valley, où ils achètent des méga fermes pour

se réfugier plus tard en Nouvelle-Zélande. À Lagos, on construit un Dubaï de l'Afrique où les riches Nigériens vont pouvoir se réfugier.

Moi aussi, au début, je ne comprenais pas. Je me disais que les riches coupaient la branche sur laquelle ils sont assis. Mais non. **Les études Handy** [un modèle construit par un mathématicien de la Nasa – nldr] sur le déroulement des précédents effondrements, de l'Empire romain ou de l'Empire maya, montrent que l'élite subit l'effondrement avec deux ou trois générations de retard car elle a des amortisseurs de crise – de même que nous ne subissons pas l'effondrement de la même manière que quelqu'un qui habite dans le Pacifique. Autrement dit, laisser le gouvernail entre ces mains-là conduit à une catastrophe, car les riches ne changent pas de cap à temps puisqu'ils ne voient que leur intérêt.

Comment fait-on pour reprendre le gouvernail ?

On ne peut pas combattre l'oligarchie en ordre dispersé. On doit constituer un bloc historique qui rassemble les classes populaires et – disons-le comme ça – la classe éduquée. Sachant qu'on a affaire à un double divorce. Entre ces deux classes-là, d'abord ; mais aussi en interne dans les classes populaires : avec d'un côté celle des campagnes, qui sont blanches, et qui se sont reconnues dans les gilets jaunes, et de l'autre, les classes populaires des villes, qui sont souvent issues de l'immigration.

Il faut donc un dépassement des contradictions entre toutes ces classes, comme ça a été le cas à la Révolution française, lors du Front populaire, en Mai 68, et en 1981. Même si attention, je ne suis pas naïf : dans l'histoire de la gauche, on constate que l'alliance entre ces gens n'a jamais ressemblé à des épousailles. Le prof a toujours considéré que le prolo n'était pas à la hauteur ; le prolo a toujours considéré que le prof était prétentieux et méprisant. Reste qu'il y a des moments où on peut avoir des intérêts communs et avancer. Et le fait est que la critique de la mondialisation, qui jusqu'à présent divisait ceux qui se la prenaient en pleine gueule (les Goodyear, les Whirlpool) et ceux qui en profitait (les classes moyennes), rapproche aujourd'hui ces mondes : la

critique de la mondialisation au nom de l'écologie rejoint la critique de la mondialisation sur le terrain social. Ça ouvre la voie à une possible réconciliation.

« La loi de 1905, toute la loi, rien que la loi »

Mais le temps presse : comment construire très rapidement cette alliance ?

La vraie question, c'est : comment construire dans l'urgence un État écologique alors qu'on a mis un siècle et demi à construire un État social ? Je crois que l'exemple de la Sécurité sociale est très éclairant. Ça commence par des bagarres dans les usines pour obtenir des caisses de solidarité. Puis les usines se rassemblent et nourrissent la même caisse. Puis c'est une mutuelle... Ça s'est fait par le bas au départ, ce qui a ouvert la possibilité d'une utopie concrète : la Sécurité sociale. Ambroise Croizat va s'appuyer sur le bas pour généraliser le système. Aujourd'hui, il faut qu'on opère le même mouvement. Et qu'on généralise les dizaines d'expérimentations qui existent déjà (les AMAP, le bio, etc.).

Vous évoquez la Sécurité sociale. Mais à l'époque, on sort de six ans de guerre et les patrons sont en position de faiblesse...

Je sais bien. Le problème, c'est de gagner la guerre idéologique, il faut donc rouvrir le pavillon et passer à l'offensive. La romancière américano-indienne Arundhati Roy disait que la prochaine révolution se ferait contre les multinationales. La première chose, c'est de prendre conscience des chaînes qui nous entravent dans notre quotidien, et même nos propres schémas de pensée. Ensuite, la différence entre la lutte sociale et la lutte écologique, c'est que la lutte sociale peut s'envisager de manière cyclique et on peut même considérer que sur le long terme, ça va mieux – même si depuis trente ans, ça recule à cause de la mondialisation. Mais la lutte écologique, c'est l'irréversibilité et l'urgence. Donc j'espère qu'il y aura des moments de surgissements positifs (et pas catastrophiques et terrifiants), des moments d'espérance...

Dans votre livre, vous écrivez que les jeunes des marches climat ou même Greta Thunberg, qui n'a pas appelé à voter contre le CETA quand elle venue à l'Assemblée nationale, n'ont pas ce niveau de conscience politique...

Le problème, c'est que la jeune génération est dans une dualité entre une forte conscience écologique et une faible conscience politique. Je m'explique : les jeunes des « marches climat » sont nées dans la crise écologique, ils baignent dedans, ils connaissent par cœur tout ce qu'écrit dans le GIEC. C'est une différence avec ma génération : j'ai dû lire Hervé Kempf, Pablo Servigne, Christopher Lasch, pour me conscientiser écologiquement.

En revanche, sur le plan politique, c'est-à-dire sur la question de savoir comment on s'organise collectivement pour transformer la société, c'est l'inverse : les jeunes sont naïfs. Ils disent : « *Mais pourquoi le gouvernement ne bouge pas alors qu'on a raison ?* » Pour le coup, ils pensent même à passer par la lutte armée car ils ne comprennent pas pourquoi ils ne sont pas entendus par le gouvernement. Cela traduit leur méconnaissance du rapport de forces, des classes, des intérêts financiers... Je ne veux pas faire le vieux con, mais ils manquent de maturité politique. C'est pourquoi je considère que mon rôle est de rappeler tout le temps comment ont eu lieu les conquêtes sociales : leur durée, la manière dont elles se sont organisées, leur rôle...



Greta Thunberg et Vandana Shiva dialoguent place de la République à Paris, à l'occasion d'une mobilisation de la jeunesse pour le climat, au mois de février 2019. © CG

Former la jeunesse à la politique prendra du temps, non ?

Non, ce sera très rapide. Ils vont apprendre vite.

Une partie des écologistes menés aujourd'hui par Yannick Jadot essaient, à l'inverse de ce que vous dites, de transcender les classes sociales, de dépasser les clivages pour rassembler autour de la seule question écologique, qui fait consensus. Qu'en pensez-vous ?

Je vois bien leur stratégie, mais si demain on est au pouvoir et qu'on veut mener une politique écologique, on va se heurter à des intérêts colossaux : aux puissances nucléaires, pétrolières, pharmaceutiques... Qui peut croire qu'on va arriver là sans avoir annoncé ce qu'on allait faire ? Sinon, cela veut dire qu'on n'est pas prêts à aller au conflit. Et qu'il n'y aura pas de réelle transformation écologique. Elle ne peut avoir lieu qu'en passant par du conflit très fort, et je ne dis pas « combat à mort », avec les puissances de l'argent.

Pourquoi précisez-vous que vous ne voulez pas de « combat à mort », justement ?

Parce que toutes les luttes se terminent par un compromis provisoire. Notre objectif, ce n'est pas d'éliminer l'autre, mais de le faire reculer, reculer, reculer... Sur le terrain agricole par exemple, je suis pour encadrer le marché, pas pour une élimination de la propriété privée. Je ne suis même pas pour une élimination de la concurrence. Mais pour qu'on ait un marché régulé par des prix planchers et plafonds, par des quotas d'importation... Autre exemple : Sanofi peut être un excellent instrument de politique publique si on lui donne des ordres, si on l'encadre. Ce n'est pas à cette multinationale de décider si elle cesse de travailler sur des antibiotiques ou de concentrer sa recherche sur les secteurs les plus rentables. Il faut une reprise en main.

Donc vous êtes pour un État-providence plus fort et pour davantage de planification. Plus social-démocrate qu'anticapitaliste !

Je ne sais pas bien ce que le mot « capitalisme » recouvre précisément. S'il s'agit de dire qu'il faut aller vers le recul des multinationales ou que la finance doit être mise au service de la société, je suis d'accord. Mais je ne suis pas contre la propriété privée par principe. En fait, je suis réformiste. Ce que dit Jaurès, c'est qu'il est un « réformiste révolutionnaire ». Il

considère que faire des pas dans le bon sens permet aux gens d'avoir une prise de conscience et une prise de confiance. Aujourd'hui, on a un peuple qui est totalement découragé et démobilisé. La question, c'est comment battre l'indifférence. Je suis donc convaincu que des réformes peuvent être un marqueur de confiance en soi.

Elles pourraient avoir un effet boule de neige...

Oui, si toutefois il y a un horizon commun. Dans les conseils d'administration des multinationales, et vous qualifierez ça de « social-démocrate » si cela vous chante, je suis d'accord pour qu'il y ait des représentants des actionnaires, mais il faut aussi qu'il y ait des représentants des consommateurs, des salariés, des associations environnementales, des élus locaux... Il faut que ce soit l'intérêt général qui nous guide, et dans cet intérêt, je veux bien comprendre qu'il y ait une part pour le capital. Certains diront que ce n'est pas suffisant. Mais il faut voir où on en est ! Si déjà on a ça, je signe ! Cela dit, il n'y a pas que les multinationales qui sont entre les mains du capital. Il y a aussi l'Élysée.

Justement, s'il y a urgence, il faut gagner en 2022.

Moi, je suis toujours pour gagner ! Et s'il y a une insurrection avant 2022, c'est encore mieux...

Vous parlez de rassemblement entre les rouges et les verts. Ne faut-il pas commencer dès aujourd'hui ?

Je dis dans mon bouquin qu'il faut une poussée d'en bas, sinon la logique partidairaire suicidaire prendra le dessus et nous laissera le choix entre l'extrême droite et l'extrême gauche. Il faut que les gens nous obligent à ce que pour 2022, on ne joue pas chacun dans notre couloir. D'où mon idée de Front populaire écologique, qui est, c'est vrai, jolie sur le papier, mais plus compliqué à mettre en œuvre sur le terrain.

N'êtes-vous pas l'homme idoine pour orchestrer sa mise en œuvre ?

Je ne vais pas nier que je suis une figure, mais ma véritable fonction, celle que j'aime et dans laquelle je suis fort, c'est animateur de la démocratie. Que ça se passe à l'Assemblée nationale ou en dehors – c'est pour ça que je continue d'écrire des livres ou de faire

des films –, je me suis donné pour objectif de sortir les gens de l'indifférence. La bataille idéologique, je sais la mener, j'aime ça. Être au contact des gens, j'aime ça, je sais faire. Mais je connais mes limites. Le Meccano politique, je ne sais pas faire. Les batailles de logos, les susceptibilités à ne pas froisser, je ne sais pas faire. Je connais mes limites. Et j'ai l'impression que si je le faisais, je me retrouverais comme Gulliver lors du *Voyage à Lilliput*, avec des fils partout. Or je veux rester libre, ne pas me sentir récupéré.

Mais au-delà de l'animation de la démocratie, comment peser sur la stratégie politique de la gauche ?

S'il n'y a pas un nouvel imaginaire, un terreau commun, et des lignes rouges, ça ne sert à rien de parler de stratégie. Il y a des lignes de clivage auxquelles je tiens, et auxquelles je ne renoncerai pas, car je veux gagner mais pas perdre mon âme ni trahir. Par exemple, je veux rester sur une écologie du conflit, car pour moi, c'est fondamental. Je voudrais aussi lancer une réflexion à gauche – car oui, je suis de gauche, c'est comme ça – sur : qu'est-ce que le bonheur ? Qu'est-ce que le progrès ? Si la gauche ne fait pas ça et se laisse porter par les événements, on est cuits. Après, la traduction politique, malheureusement, c'est autre chose, surtout dans la V^e République.

Qui va construire ce nouvel imaginaire politique ?

Cyril Dion, Pablo Servigne, Dominique Bourg, Corinne Morel Darleux... Il y a des porteurs de parole publique, même des artistes, qui feront émerger un nouvel imaginaire. Cet imaginaire politique, il faut le construire autour de la lenteur, autour des services publics, autour des taxations kilométriques, de la restriction de la publicité, de l'interdiction de la pub pour les voyages en avion, pour la voiture, on interdit les panneaux lumineux, la fin des traités de libre-échange... Il faut des réformes qui indiquent l'horizon.

Irez-vous à la manifestation contre l'islamophobie dimanche ?

Non. La manif est à Paris, mon week-end est à Amiens. Mais je comprends très bien que des camarades soient dans le cortège.

Que pensez-vous de ce climat autour de l'islam, n'assiste-t-on pas à un basculement de la société française ?

Oui, je le pense, et je veux tout sauf une guerre de religion. Je veux tout sauf que les habitants des quartiers Nord d'Amiens soient regardés de travers par les gens des campagnes, et inversement... Or dès qu'on place le curseur sur ce terrain, culturel et cultuel, on divise. Tandis que l'économique et le social peuvent rassembler.

Ce qui est fou, c'est qu'on pensait qu'au moins Macron nous préserverait de ça. Sur l'écologie, il n'y avait rien. Sur l'économie, il était libéral, pas de surprise. Mais on pensait qu'il tiendrait sur ce terrain-là. Qu'il ferait « barrage », pas seulement à Marine Le Pen, mais à ses idées. Le barrage se révèle plutôt un pont. Et c'est sous cette lumière, bien sombre, qu'il ouvre sa seconde partie de mandat, avec la une de *Valeurs actuelles*.

Il faut voir la cohérence de sa séquence. Quand est-ce apparu ? Au moment du grand débat, dans les quatre thèmes retenus, il choisit l'immigration. Alors que sur les ronds-points, ça figure fort peu dans les cahiers de doléances, surtout tournés vers le social, la démocratie. Alors que, par exemple, les questions de santé, bien plus prégnantes dans les campagnes, sont évacuées du grand débat. À quoi joue-t-il alors, dans un moment de débordement populaire ? À diviser le peuple, les « Blancs » de la ruralité contre les enfants d'immigrés des quartiers.

Et il joue encore à ça, en pire, cet automne. L'aide médicale d'État, par exemple, c'est du symbole, ce n'est pas pour le coût réel. Les « quotas », *idem*, c'est un affichage. Et les ministres, Blanquer, Darmanin, qui agitent le voile comme un toréador un drap rouge dans l'arène. Pour, d'après moi, détourner les regards des vrais enjeux. Quitte à jouer avec le feu, et on le voit d'ailleurs avec la folie de Bayonne, avec l'attentat contre la mosquée. C'est un climat qui nourrit ça.

Je ne veux pas d'une guerre de religion dans mon pays.

Sur le fond, quelle est votre position ?

Je suis pour toute la laïcité, rien que la laïcité. La loi de 1905, toute la loi, rien que la loi. Que les mères de famille, voilées, accompagnent leurs enfants en sortie

scolaire, où est le souci ? Ce n'est pas une question théorique, c'est une question très réelle, très concrète. Avec leur classe, j'accompagne parfois mes enfants en sortie, à la piscine. Parmi leurs copains, Farid* et Maïssane*, leur père tient un kebab en face de l'école, leur mère qui porte un foulard, hyper souriante, hyper gentille, qui investit à fond sur la scolarité de ses enfants, qui est de toutes les sorties scolaires. Qui

imagine une seconde, en montant dans le car, qu'on lui demande de retirer son voile ? [*Les larmes montent aux yeux de François Ruffin – ndlr*]. Maintenant, la loi sur la laïcité doit s'appliquer pour toutes les religions à égalité. Après, je ne vais pas te dire que je suis très à l'aise avec ce sujet et toute la galaxie autour... Mais ça, je le pense profondément, dans le ventre : on n'a pas le droit d'humilier la mère de Farid et Maïssane.

Directeur de la publication : Edwy Plenel

Direction éditoriale : Carine Fouteau et Stéphane Alliès

Le journal MEDIAPART est édité par la Société Editrice de Mediapart (SAS).

Durée de la société : quatre-vingt-dix-neuf ans à compter du 24 octobre 2007.

Capital social : 24 864,88€.

Immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS. Numéro de Commission paritaire des publications et agences de presse : 1214Y90071 et 1219Y90071.

Conseil d'administration : François Bonnet, Michel Broué, Laurent Mauduit, Edwy Plenel (Président), Sébastien Sassolas, Marie-Hélène Smiéjan, François Vitrani. Actionnaires directs et indirects : Godefroy Beauvallet, François Bonnet, Laurent Mauduit, Edwy Plenel, Marie-Hélène Smiéjan ; Laurent Chemla, F. Vitrani ; Société Ecofinance, Société Doxa, Société des Amis de Mediapart, Société des salariés de Mediapart.

Rédaction et administration : 8 passage Brulon 75012 Paris

Courriel : contact@mediapart.fr

Téléphone : + 33 (0) 1 44 68 99 08

Télécopie : + 33 (0) 1 44 68 01 90

Propriétaire, éditeur, imprimeur : la Société Editrice de Mediapart, Société par actions simplifiée au capital de 24 864,88€, immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS, dont le siège social est situé au 8 passage Brulon, 75012 Paris.

Abonnement : pour toute information, question ou conseil, le service abonné de Mediapart peut être contacté par courriel à l'adresse : serviceabonnement@mediapart.fr. ou par courrier à l'adresse : Service abonnés Mediapart, 4, rue Saint Hilaire 86000 Poitiers. Vous pouvez également adresser vos courriers à Société Editrice de Mediapart, 8 passage Brulon, 75012 Paris.